





## Opinions sur le cartel

## Le mal de l'Ouest

Le jour que notre cher *Patriote* sera livré au public, il sera décidé si oui ou non, si le Wheat Pool fonctionnera pour vendre la récolte de 1923.

En se mettant au-dessus de toute personnalité et au-dessus surtout de tout d'intérêt propre à chaque fermier, on peut dire sans crainte, que ce serait un grand malheur pour l'Ouest le Pool était tué avant d'avoir vu le jour.

En général tous les fermiers des trois Provinces désirent le Pool, à part l'armée des spéculateurs qui mènent grande vie et s'enrichissent aux dépens des cultivateurs, et l'armée aussi de certains fermiers qui, se trouvant plus riches, spéculent sur la récolte de leurs voisins plus pauvres.

N'est-il pas vrai que depuis plusieurs années, il n'y a plus de confiance dans l'avenir du pays? Ne sont-ils pas nos députés qui à la dernière session à Ottawa ont dit et redit cela pour obtenir quelques faveurs de la part de l'Est? D'où vient donc ce manque de confiance? Le mal vient de ce que l'Ouest était exclusivement producteur et exportateur de blé, le cultivateur ne trouve pas en argent la valeur que lui coûte un minot de blé. Voilà le mal de l'Ouest et de ce mal vient le manque de confiance dans le pays, pour l'avenir.

Y-a-t-il un remède à ce mal? Oui, il y en a un. Il y a longtemps que ce remède a été trouvé et on en a fait l'expérience dans tous les pays et cette expérience dure encore et durera tant qu'il y aura trop de profiteurs sur la terre et des producteurs intelligents. Ce remède est la coopérative. La Coopérative est donc le seul moyen pour le fermier d'avoir un juste revenu de ses produits et avec ce juste revenu renforcera la confiance dans l'avenir du pays. N'est-ce pas mieux de travailler sur notre propre travail, notre esprit d'union, notre savoir faire que de demander aux gens de l'Est de venir remédier à nos propres maux?

De tous les plans de coopérative pour le marché du blé celui de M. A. Sapiro paraît le plus réalisable et digne d'essai et le passé de M. Sapiro, son expérience dans l'organisation de coopératives semblables, en assurant le succès de celles qui critiquent, suggèrent un meilleur plan. Sans doute il n'y a rien de parfait sur la terre; tout ce qui est humain peut faire erreur. On conçoit facilement que certains fermiers se trouvant dans de gros embarras financiers redoutent l'engagement de cinq ans. Mais quand on étudie le contrat on voit que son esprit est basé sur un grand principe d'honnêteté et qu'il veut même faire de tous les fermiers des gens honnêtes.

Tout fait prévoir que le Pool va commencer à vendre le blé de la présente récolte qui est très bonne. Dans cinq ans d'ici la discussion recommencera et alors ce ne sera pas l'avenir qui parlera mais le passé. Souhaitons lui bonne chance et plein succès.

UN FERMIER,  
Duck Lake.

## Réponse à M. Denis

Votre récente profession de foi au sujet du "Wheat Pool" est d'autant plus surprenante qu'elle était inattendue, toutefois c'est une excellente mesure de prudence de votre part, je vous en félicite.

Dans la clause 15 du contrat on dit qu'un cultivateur peut hypothéquer 50 p.c. de son blé pour fins d'emprunts etc. Vous avez raison de dire que cette clause ne permet pas à un signataire de former une banque à priori. Il est inutile pour nous de discuter les articles du "Wheat Pool" davantage car nous ne nous accorderons jamais, nous ne voyons pas du même oeil. Vous m'imputez l'intention de chercher place dans la direction du "Wheat Pool", après avoir déclaré que l'établissement à la Canada Atlantic; ceci n'est pas logique, je ne pourrais servir deux maîtres.

Les contrats en français sont devenus réalité malgré votre pessimisme à ce sujet; les dits contrats circulent à Duck Lake, Titanic et Carlton de ces temps-ci; il est vraiment malheureux que la chose ne soit pas connue à Vonda et à Hoey; par contre il existe une foule de bonnes choses en ce monde qui ne sont pas connues à Vonda.

Enfin le "Wheat Pool" va fonctionner tôt ou tard, croyez-le bien; je ne veux pas dire à Vonda particulièrement, mais dans la Province de Saskatchewan d'abord, ensuite dans les trois provinces de l'Ouest, puis une fédération de toutes les provinces du Canada, puis enfin un "Wheat Pool" universel.

Je tiens à avouer, M. Denis, que vous avez par vos articles opportuns, soulevé des arguments sérieux, et attendu que de la discussion jaillit la lumière, ceci est apprécié par les lecteurs, je n'en doute pas. Vos connaissances pratiques en la matière nous ont été d'une grande utilité au conseil exécutif lors de la composition des règlements de l'association, quand cette dernière sera formée.

Je vous dis au revoir, et sans rancune.

G. GERVAIS.

## Encore le "Wheat Pool"

A l'heure où paraîtront ces lignes, le sort du "Wheat Pool" sera décidé et on ne pourra m'accuser d'avoir voulu influencer quelconque, soit dans un sens soit dans l'autre.

Cependant n'étant point sur cette question d'accord avec moi estimable ami M. Denis, qu'il me soit permis de lui avoir été à lui, permis d'exposer mes vues et de discuter publiquement les clauses du contrat qu'il incrimine.

Je connais trop M. Denis pour

lui imputer un instant l'idée de subordonner l'intérêt général à son intérêt particulier. Nous sommes sur d'autres sujets, où il est indispensable d'apporter du dévouement, de l'abnégation et de l'énergie, trop bien d'accord, pour que je puisse penser et dire qu'il ait eu autre chose en vue, que mettre en garde les producteurs contre un danger possible.

Tous n'ont peut-être pas considéré ainsi l'attitude de M. Denis, et c'est regrettable.

Mais, comme il le dit assez justement d'ailleurs dans son dernier article, les reproches qui lui ont été faits n'ajoutent rien à la valeur du contrat présenté par les organisateurs du "Wheat Pool".

Il ne retrancher rien non plus, et c'est de cette valeur dont il sera question.

M. Denis dans sa réponse à M. Gervais, cite les articles publiés par certains journaux et entre autres celui ou ceux du "Bulletin" d'Edmonton.

Le dit *Bulletin* a été envoyé, gratis, par les soins de je ne sais qui, (d'un philanthrope sans doute) à tous ceux de nos fermiers et hommes d'affaires de Saskatchewan dont on a pu se procurer les noms, afin de les avertir du danger qui les menaçait.

Quelle mauséade et comme elle vient à temps.

Le malheur est que certaines gens se demandent pourquoi le *Bulletin* est tant intéressé aujourd'hui à ce que les fermiers ne soient point pris dans un piège.

Il est bien curieux que sa sollicitude se manifeste juste au moment où beaucoup pensaient bien faire en donnant leur adhésion à une organisation qui n'accepte que des producteurs de grain pour membres.

Pourquoi cette attitude bienveillante ne s'est-elle pas manifestée plus tôt en adressant aux fermiers gratuitement, tout comme cela vient d'être fait, des avis dans le genre de celui-ci:

"Fermiers, ne vendez point votre grain aujourd'hui. On attend une hausse d'ici peu".

On le bien encore:

"Une hausse est à craindre, disposez de votre grain dès maintenant".

Non, le *Bulletin* n'a jamais montré un tel désintéressement, et c'est pour cela qu'il est permis de se défier du besoin qu'il éprouve aujourd'hui de crier casse-cou à nos fermiers de Saskatchewan qui, pour la plupart, ignorent qu'il existait à Edmonton, un journal si philanthropique.

Le fait que ce journal soit patronné par Frank Oler, n'ajoute rien non plus à la valeur du contrat, et son opinion n'est pas nécessairement meilleure que celle du fermier fatigué de se faire odieusement exploiter et qui essaie de se sauver le cou.

Prenez garde, nous dit M. Denis, aux conditions de l'article 5 et considérez l'article 6 qui est une aggravation du premier.

L'article 5, en substance, dit: "Le producteur s'engage à livrer son grain à l'époque et à la place qui lui conviendront le mieux, et il est aussi convenu que tant qu'on le pourra, on vendra le grain du producteur des que celui-ci sera en mesure de le livrer".

Mon estimable ami n'a vu, ou n'a voulu voir dans ces articles ce qui était écrit. Il ne s'est pas demandé dans quel but ils avaient été insérés dans le contrat.

Qu'il me soit permis de le lui dire. Il arrive, que sous le système actuel de vente, les éleveurs de campagne sont pleins. Que fait-on? On refuse le grain amené ou encore on l'embargo, et chacun, jusqu'à ce que l'embargo soit levé ou encore qu'il y ait de la place, est obligé d'attendre.

Rien ne nous dit que l'organisation du "Wheat Pool" ne se trouve pas dans la même situation. Qu'arriverait-il alors, si ne pouvant prendre de grain facile de moyen d'emmagasiner, elle avait à répondre à un tétu ou à un adroit malaisé qui se présenterait avec un ou plusieurs wagons de grain à entreposer?

"Ah Ah, dirait notre homme, vous ne pouvez prendre mon grain hein? Vous ne l'avez pas dit qu'il vous serait loisible de le refuser ou de me le faire livrer ailleurs. Eh bien, vous allez me payer des dommages intérêts".

Et l'organisation devrait en payer. C'est pour éviter une telle éventualité que les articles 5 et 6 ont été insérés.

Qui peut prétendre qu'une administration dont le but est d'aider aux fermiers, par tous moyens, dirait à ceux de Prince-Albert, par exemple:

"Vous, vous allez livrer votre grain à Hoey".

Et à ceux d'Hoey: "Vous, vous allez livrer votre grain à Prince-Albert".

Que lui dirait-elle, cette administration? Et, une supposition semblable n'est-elle point d'un tel ridicule, qu'il faille avoir pour ainsi dire oublié sa raison dans le fonds d'un verre où ailleurs pour s'y arrêter une minute.

M. Denis reproche aux organisateurs du "Wheat Pool" de ne pas s'être assurés, avant de présenter un contrat à la signature, les facilités d'emmagasiner et les finances nécessaires.

Est-il jamais arrivé à M. Denis de vendre sa récolte avant d'avoir mis de semoir en action?

Il semblerait être de cette opinion qu'il faille acheter le séparateur à crème avant de s'être procuré la vache qui fournira le lait.

C'est mettre la charrue devant les bœufs.

Un procureur des moyens d'emmagasiner avant de savoir si on aura quelque chose à emmagasiner.

Quant aux finances, est-il jamais arrivé à mon estimable ami d'esayer d'emprunter de l'argent sans avoir de garanties à donner?

Les banques New-Yorkaises ont promis à M. Sapiro qu'il l'annonçait dans son discours fait à Saskatoon à l'assemblée présidée par l'honorable Ch. Dunning, qu'elles avanceraient à l'organisation, si les banques canadiennes refusaient leur appui, de 200 à 300 millions de dollars.

Dans quelles conditions? On ne le sait point encore. Mais, encore une fois, pouvait-on négocier ou emprunter sans avoir de savoir d'abord, si on en avait besoin?

Puisque je viens de mentionner le nom de l'honorable Ch. Dunning, qu'il me soit permis de citer la traduction des derniers mots qu'il a prononcés à Saskatoon à la clôture de la réunion où M. Sapiro a exposé le projet du "Wheat Pool".

"Le discours qui vient d'être fait par M. Sapiro signifie: Remunérez-vous et faites quelque chose pour vous-mêmes."

Le gouvernement vous appuie." Et M. Denis vient nous dire que M. Dunning est antipathique au "Wheat Pool".

M. Dunning est antipathique à cette idée que le gouvernement devrait financer le projet et tenir nos fermiers au biberon. C'est tout.

Quant à l'honorable Docteur Urich qui M. Denis nous dit être aussi antipathique au Pool, il a prononcé à ce sujet à Rosthern, un discours qui, pour ceux qui l'ont attentivement lu et compris, démontre péremptoirement que le député de notre circonscription encourage au contraire l'organisation proposée.

Ne dénaturons pas les faits.

Ne dénaturons pas non plus la signification des articles.

Lorsque M. Denis, traduisant le paragraphe C de l'article 8 du contrat dit:

"L'association aura le droit d'appliquer l'argent ainsi obtenu au pro rata parmi les fermiers qui auront exécuté cet engagement et livré leur blé, ou employer le dit argent pour n'importe quel propos ou activité qui sembleront à l'association être dans son meilleur intérêt ou dans celui de ses membres."

Il a raison.

Mais, lorsqu'il commente cet article, il se trompe.

L'association n'aura pas le droit, ainsi que le prétend M. Denis, d'employer la moitié de l'argent de notre récolte pour fonder des journaux, acheter des navires ou faire des conférences, etc. car, parce qu'il est dit à l'article 16 (3 dernières lignes):

"Le droit imprescriptible du producteur sera de recevoir l'avance première, plus sa part proportionnelle lui revenant sur le prix moyen de vente de la qualité de blé qu'il a fourni, déduction faite des dépenses auxqueltes l'association est autorisée".

D'abord, les dépenses de transport des grains, les salaires, les frais de courtage, de contentieux en un mot toutes celles se rattachant aux frais de l'entreprise, ces dépenses devant être justifiées par des reçus que les experts comptables aux fins d'inspection annuelle des comptes.

En outre, et en dehors de ces dépenses à justifier, et se rattachant toutes à la mise du grain sur le marché, celles prévues aux paragraphes D et l'article 8 (4e du prix de vente du grain) et F du même article 8 (2e, par minot, pour achat, construction ou location d'élevateurs).

Considérons maintenant l'article 21, qui est en somme un supplément au paragraphe C de l'article 8 (incriminé par M. Denis) et un supplément à l'article 16.

Que dit cet article 21? En substance, le voici:

"L'association aura le droit de déléguer ses pouvoirs à toute autre organisation ayant pour but la vente des blés, de se fonder avec toute autre organisation semblable ou agence, à la condition toutefois que les déductions autorisées par le présent contrat de 1% pour réserve commerciale et 2% par minot pour facilités d'emmagasiner ne soient augmentées de quelque montant que ce soit."

Donc, l'association a droit à une déduction.

Déduction sur quoi? Sur le prix de vente. Cette déduction lui appartient mais, elle ne peut disposer librement que de 1% du prix de vente, les 2% ayant un emploi bien spécifié.

Où, en dehors de cela va le prix de vente? (moins, bien entendu, les frais justifiés de mise du grain sur le marché) au Producteur.

Que M. Denis nous avoue donc qu'il s'est trompé ou bien qu'il n'a pas analysé le contrat tout entier lorsqu'il prétend que l'association peut disposer librement de sommes empruntées sur notre blé, les dites sommes, susceptibles d'atteindre, ainsi qu'il le dit, 50 p.c. de la valeur de notre récolte.

Si les directeurs de l'association ou son administrateur délégué se permettent de détourner du prix de vente du grain (qui doit revenir en entier au fermier) plus que ce que les articles 8, 15 et 21 de l'article 8, ils seraient passibles de poursuites criminelles. Ce serait la seule sanction possible, et elle serait appliquée que chacun en soit bien convaincu.

M. Denis se trompe encore lorsqu'il conteste le droit au fermier d'emprunter ou d'hypothéquer sa récolte. Ce droit n'est dénué par l'article 15 qui est parfaitement clair à ce sujet. Il dit:

"Un producteur pourra emprunter, de qui que ce soit, 50% de la valeur de sa récolte, l'association demandant toutefois à ce qu'on la prévienne et se réservant le droit de se substituer à l'emprunteur aux fins de rembourser."

bourserment."

Quant à la question du grain de semence, il faut s'entendre.

Supposons que tous les Dupont de la Saskatchewan aient signé le contrat du "Wheat Pool" et que tous les Durand ne fassent point, eux, signe.

Supposons encore que du fait du contrat signé par les Dupont, l'association soit obligée de disposer de 50,000 minots de blé à vendre.

Mais, tous les Durand de la Province, ont, cette année, récolté du blé sale ou de qualité inférieure qui ne peut être employé pour les semences.

Ils demanderont aux Dupont de leur fournir 10,000 minots à cette fin. Si ceux-ci ayant la liberté de leur fournir le blé, et qu'entre temps l'association ait contracté pour la fourniture des 50,000 minots qu'elle escomptait recevoir d'eux, comment va-t-elle s'arranger pour se procurer les 10,000 minots manquants?

Voilà-t-elle les demander aux spéculateurs? Quels prix devra-t-elle payer? Voilà pourquoi l'association exige qu'une autorisation lui soit donnée.

Nul doute que dans le cas des Dupont et des Durand elle refuserait la dite autorisation.

Mais, supposons que la moitié des Dupont, qui doit à l'association 25,000 minots de grain, considère son blé comme impropre à la semence; elle va envoyer à l'association 25,000 minots que l'association attendait d'elle plus 5,000 minots qu'elle aurait employés pour sa semence.

Elle demande à l'autre moitié des Dupont qui elle, a du bon grain, de lui fournir ce qu'il lui faut, c'est-à-dire 5,000 minots.

L'association va-t-elle refuser à cette seconde moitié des Dupont d'approvisionner la première?

Non, car elle retrouvera les 50,000 minots sur lesquels elle comptait et pour lesquels elle a passé contrat de vente.

A mon avis, un fermier sera toujours autorisé à approvisionner le grain de semence un autre fermier appartenant au "Wheat Pool".

Il faut mon cher M. Denis quelquefois voir dans un contrat un peu plus que ce qui est écrit et il faut interpréter les clauses sans parti pris comme sans peur.

Nous n'avons pas à faire à des spéculateurs, à des agitateurs, nous passons un contrat entre fermiers et seulement entre fermiers, les intérêts des uns sont solidaires de ceux des autres, et si certaines clauses sont d'aspect draconien, réjouissons-nous, car elles ont été faites pour protéger les honnêtes gens respectueux des engagements pris contre les agissements d'individus qui ne s'engagent qu'à mal faire.

Que M. Denis, mon ami personnel me pardonne de diverger d'opinion avec lui sur l'esset du contrat.

L'un de nous peut-être a tort. Ce n'est point douteux. Si c'est moi, je l'avouerai bien franchement; si c'est lui, je le connais assez pour savoir qu'il le reconnaîtra avec la meilleure grâce du monde.

L. MARECHAL  
Hoey, Sask.

## Cartes Professionnelles

Des Hôpitaux de Paris et de New York Téléphone 2009 10007 Avenue Jasper

Dr. J. BOULANGER

MEDECIN CHIRURGIEN

Licencié pour tout le Canada

par "The Medical Council of Canada"

Traitements par le Radium. Laboratoire de Rayons-X

EDMONTON ALTA.

Thos. Robertson, D.D.S.

Gradué avec honneur B. C. D. S. Baltimore. Spécialité: Traitement de la Pyorrée. Examen aux Rayons X. Bureau: Immeuble Mitchell. Au-dessus de la Pharmacie Stewart. Avenue Centrale. Tél. 2457.

PRINCE-ALBERT - SASK.

Dentiste Chs. C. CLERMONT

Docteur en chirurgie dentaire. Licencié en art dentaire pour le Dominion.

Service des plus modernes. Appareil de radiographie, etc.

207 Bâtisse Hammond, MOOSE JAW - SASK.

Moose Jaw

207 Bâtisse Hammond

Jaster Postal 549. Téléphone 3312

Docteur J. B. TRUELLE

DIPLOME EN CHIRURGIE DE L'INSTITUT CLAMART DE PARIS. Ancien élève de l'Hôpital Neker et Broca, Paris.

Ex-interne en Chirurgie à l'Hôtel-Dieu de Québec, 1912-1914. Ex-Assistant à la Clinique Chirurgicale de l'Hôpital Général No. 6 pendant la Guerre, 1915-1919. Ex-Chirurgien Spécialiste pour Maladies de la femme, Hôtel-Dieu, Université Laval.

Chirurgien décoré par le Gouvernement Français pendant la Guerre, Téléphone - 5356.

DR. LAURENT ROY

DES HOPITAUX DE PARIS, France. Chirurgie et maladies de la femme. Bureau, 213 McCallum Hill. Résidence, 3101 Avenue Victoria, REGINA - SASK.

## La campagne du cartel est terminée

La campagne de signatures pour le cartel de blé se termine aujourd'hui.

D'après le contrat la date du 12 septembre est fixée pour obtenir le 50 pour cent de l'entente de terrains en blé nécessaire pour l'existence du cartel. Comme il n'y a pas de clause prévoyant un prolongement de date si le 50 pour cent n'est pas obtenu, le contrat actuel se trouverait inopérant et il faudrait d'autres arrangements pour établir le cartel quand même et nous ne savons pas si la chose est possible.

Le délai fixé était bien court et si le 50 pour cent est obtenu, comme l'espèrent les organisateurs, ce sera un grand succès. On ne saura les résultats définitifs que dans quelques jours.

## Résultats des 6 premiers jours

Voici le résultat des 6 premiers jours de la campagne:

	Contrats	Etendue
1. sept. ....	2,131	338,959
2. sept. ....	2,616	397,937
3. sept. ....	3,938	613,635
4. sept. ....	5,719	862,261
5. sept. ....	7,972	1,147,170
6. sept. ....	12,093	1,676,886

Le comté de Last Mountain est en avant avec des signatures pour 200,000 acres.

## En Alberta

Les résultats de l'Alberta, dont la campagne était une semaine en avance, n'ont pas encore été publiés.

Il faut du temps pour recevoir et compiler tous les rapports qui viennent par la poste, et parfois de grandes distances.

## Musselman n'a pas perdu espoir

Une dépêche de Winnipeg disait que J.-B. Musselman, de la Coopérative des Éleveurs avait perdu espoir que le Saskatchewan obtienne la quantité de signatures suffisantes. Il s'est empressé de donner le démenti à cette nouvelle qui avait fait sensation.

Arrangement avec les éleveurs

Les représentants du cartel pour la Saskatchewan et l'Alberta ont conclu un arrangement à Winnipeg avec deux compagnies d'éleveurs de fermiers pour disposer du blé.

Les conditions ne seront rendues publiques que lorsque le bureau au complet les aura approuvées.

## Les banques sont averties

Le *Calgary Herald*, dans un article de première page averti les directeurs de banques et d'éleveurs qu'ils feraient bien de ne pas se mettre en opposition avec le désir manifesté d'établir un marché coopératif du blé. La classe commerciale et la classe agricole sont toutes deux fortement intéressées au succès de l'entreprise.

DR S. B. MacMILLAN, M.D., C.M., F.R.C.S.E., F.A.C.S.

SPECIALISTE EN CHIRURGIE ET MALADIES DE FEMMES

Elève du Collège Royal de Médecine d'Edimbourg et du American College of Surgeons. Gradué de Chicago, de New-York et de Londres.

BUREAU AVENUE CENTRALE PRINCE-ALBERT, SASK.

Dr G. A. ROBERTSON

Dentiste

201, K. C. BLK., AVE. CENTRALE

Téléphone 2274

L O I

A. E. PHILION

AVOCAT, PROCUREUR et NOTAIRE

CHAMBRE 1.

BATTISSE BANQUE D'HOCHELAGA

Phone - 2805

PRINCE-ALBERT - SASK.

LUSSIER &amp; MARCH

AVOCATS ET NOTAIRES

Edifice McDonald - Ave. Centrale

Téléphone 3288

J. E. LUSSIER, B.A.,

Gradué de l'Université Laval

A. C. MARCH, B.A.

ADRIEN DOIRON, B.A.

AVOCAT, PROCUREUR ET NOTAIRE

VONDA - SASK.

LINDSAY &amp; HUTCHEON

AVOCATS, PROCUREURS et NOTAIRES. Téléphone 2725. Bureau: Edifice de la Banque d'Ottawa. Prêts d'argent.

PRINCE-ALBERT - SASK.

EMILE LACOURCIERE

AVOCAT, NOTAIRE, etc.

LE PAS - MANITOBA

COLIN E. BAKER, B.A.

Avocat, Notaire, etc.

Correspondance française si désirée.

Chambre 9, Edifice de la Banque Impériale.

PRINCE-ALBERT. TEL. 2183

J. J. F. MacISAAC L.L.D.

Avocat, Notaire

Mitchell Block, Chambre 9

Tél. 2582

PRINCE-ALBERT - SASK.

J. F. McKAY, B. A.



## SASKATCHEWAN CO-OPERATIVE WHEAT PRODUCERS, LIMITED

## Contrat

CE CONTRAT est fait le 12 septembre 1923, entre d'une part, la Corporation des Producteurs de Blé Coopératifs de la Saskatchewan, Limited, dont le bureau central est à Regina, dans la province de la Saskatchewan, et ci-après dénommée "L'Association", et d'autre part, le soussigné, personnellement intéressé dans la production et la vente du blé dans la province de la Saskatchewan, ci-après dénommé "Le Producteur".

ATTENDU que le Producteur soussigné désire coopérer avec les autres personnes intéressées dans la production et la vente du blé dans la province de la Saskatchewan, et ci-après dénommées Producteurs, afin de promouvoir, de protéger et d'encourager la production et la vente coopérative du blé, d'éliminer la spéculation sur le blé, de stabiliser le marché du blé, de résoudre coopérativement et collectivement les problèmes des Producteurs, et d'améliorer par tout moyen légitime la situation des Producteurs de la province de la Saskatchewan, et pour d'autres justes motifs;

ET ATTENDU que l'Association a été formée en conformité avec la "Loi des Compagnies" de la province de la Saskatchewan avec plein pouvoir d'agir comme agent, facteur, vendeur, mandataire de fait, de disposer du blé produit et livré à d'autres personnes, et avec les autres pouvoirs reconnus dans sa charte d'association;

ET ATTENDU que le Producteur désire devenir membre de l'Association et s'engager avec les autres Producteurs par ce contrat envers l'Association;

ET ATTENDU que ce contrat, bien qu'individuel dans son énonciation, fait partie d'une série de contrats identiques et généralement semblables quant aux termes intervenus entre l'Association et les Producteurs de blé de la Saskatchewan, constituant ainsi un contrat entre plusieurs Producteurs de blé de la Saskatchewan ayant signé ce contrat et cette Association;

CE CONTRAT ATTESTE DONC, que, en considération des prémisses et des conventions telles, que ci-après énoncées et qui engagent l'Association, et, d'autre part, en considération de l'exécution de ce pacte ou d'un autre pacte semblable quant aux termes, par les autres Producteurs de blé de la province de la Saskatchewan, et en considération des obligations mutuelles contractées, les parties prennent vis-à-vis l'une de l'autre les engagements suivants:

1. — Il est expressément convenu que si, après le 12 septembre 1923, on n'a pas obtenu pour ce contrat ou autre contrat de termes similaires, les signatures des Producteurs de blé, propriétaires, acheteurs, acheteurs partiels, locataires et bailleurs, dont la superficie en blé représente cinquante pour cent de la superficie totale du blé de la province de la Saskatchewan, en l'année 1923, d'après les estimés du Gouvernement Provincial; Bureau des statistiques, Département de l'Agriculture, il est convenu donc que ce contrat ou tout autre contrat de termes similaires, excepté pour les engagements pris en vertu des clauses 17 et 18 de ce contrat, prendra fin et sera annulé entièrement.

Au cas où le nombre convenu des signatures ne serait pas obtenu, l'Association fera faire l'audition de ses livres par un vérificateur licencé et le rapport sera déposé au bureau-chef de l'Association et pourra être examiné par tout Producteur qui a exécuté ce contrat. L'argent reçu par l'Association en vertu des paragraphes 17 et 18, sera distribué aux Producteurs qui ont exécuté ce contrat ou tout autre contrat de termes similaires, de la manière et au moment que les direc-

teurs pourront décider, mais de telle sorte que la distribution sera aussi équitable que possible. Il faudra auparavant déduire le coût des frais et dépenses nécessaires pour la formation et l'entretien de l'Association, et toutes autres dépenses particulières comprenant spécialement les dépenses encourues pour la formation du comité d'organisation du Wheat Pool.

2. — L'Association donnera à tous les journaux quotidiens publiés dans la province de la Saskatchewan, aussitôt que possible après le 12 septembre, un communiqué laissant savoir si oui ou non les signatures demandées dans le paragraphe 1 ont été obtenues.

3. — Il est expressément convenu que, pour toutes questions de superficie, mesures, pourcentage et signatures, et pour toutes déclarations de fait s'y rapportant, pour déterminer si oui ou non, après le 12 septembre 1923, l'on a obtenu pour ce contrat ou autre contrat de termes similaires, les signatures des Producteurs de blé, propriétaires, acheteurs, acheteurs partiels, locataires et bailleurs, dont la superficie en blé représente cinquante pour cent de la superficie totale en blé de la Saskatchewan en l'année 1923, les directeurs de l'Association seront les seuls juges, et une déclaration écrite signée par le président des directeurs de l'Association, ou toute autre personne que les directeurs pourront nommer, sera considérée comme étant, et sera le témoignage conclusif avec ou sans l'avis du Producteur.

4. — L'Association s'engage à agir comme agent, facteur, vendeur, et mandataire pour le Producteur; à recevoir, prendre, emmagasiner, transporter, vendre et écouler le blé livré à elle par le Producteur, exception faite du blé de semence enregistré, en déployant toute l'habileté possible afin d'obtenir pour ce blé le plus haut prix possible.

5. — Le fermier convient et s'engage de consigner et de livrer à l'Association ou à son ordre, au temps et à la place désignée par l'Association, tout le blé, les billets d'emmagasinement, recouvrements ou autres documents produits ou acquis par lui dans la province de la Saskatchewan, exception faite du blé enregistré, durant les années 1923, 1924, 1925, 1926 et 1927.

6. — Il est agréé que l'Association, au moment et à l'endroit où ce sera possible, prendra le blé au point qui sera le plus convenable pour le fermier, et que, excepté pour de bonnes raisons à la discrétion de l'Association, celle-ci recevra le blé du Producteur aussitôt qu'il sera en mesure de le lui livrer.

7. — Le blé sera considéré comme devant être livré à l'Association d'après les termes de ce contrat, de sorte que l'Association sera responsable seulement lorsque les billets d'emmagasinement, recouvrements, feuilles d'expédition ou autres documents, auront été transférés à l'Association d'après les termes du contrat.

8. — Par le présent acte, le Producteur sans pouvoir de révocation pour la période définie, nomme l'Association, son seul et exclusif agent, facteur et vendeur d'après les termes de la "Loi des Facteurs" de la province de la Saskatchewan, et en plus son mandataire de fait pour les fins ci-après énoncées, avec plein pouvoir et autorité en son propre nom, au nom du Producteur ou autrement pour faire toutes transactions et démarches qui peuvent être nécessaires ou convenables:

(a) Pour recevoir, prendre, emmagasiner, assurer, transporter, vendre et écouler le blé produit et livré à l'Association par le Producteur, de la manière, au moment et à l'endroit que l'Association fixera comme étant au meilleur avantage de tous les Producteurs qui ont ac-

cepté ce contrat ou autre contrat de termes similaires.

(b) Pour nettoyer, mélanger, ou traiter en un mot de toute manière, tout le blé reçu par l'Association, sujet toujours aux lois pour la durée du contrat, comme si l'Association était pleinement et absolument propriétaire.

(c) Pour emprunter de l'argent au nom de l'Association et à son propre compte sur le blé livré à elle, sur les billets d'emmagasinement, reçus ou sur comptes de vente, traites, billets d'échange et autres, billets ou acceptations, ou tout autre papier de valeur commerciale; pour exercer tous droits de propriété sans limite, pour donner en garantie en son nom et à son propre compte, le blé, les recus, comptes, traites, billets, acceptations, ordres, ou autres papiers et documents de valeur commerciale; pour signer, endosser, transporter, négocier, acquiescer, livrer, vendre tous les documents ou actes, et ce qu'ils rapportent. L'Association aura le droit de distribuer l'argent ainsi reçu au pro rata aux Producteurs qui ont accepté ce contrat et lui ont livré le blé, ou de se servir du dit argent pour toutes fins que l'Association croira être de l'intérêt de ses membres.

(d) Pour payer, pour retourner et déduire des revenus bruts de la vente du blé livré à l'Association par les Producteurs, le montant nécessaire pour couvrir les droits de courtage, la publicité, les taxes, les droits, les frets, les charges d'élevage, les paiements d'assurances, les dépenses légales, les frais et coût d'opération, et toutes les autres dépenses légitimes, telles que salaires, frais déterminés et généraux. L'Association peut en outre déduire du prix de vente brut du blé un pourcentage, n'excédant pas un pour cent (1%), lequel pourcentage constituera une réserve commerciale désirable pour les différentes activités de l'Association.

(e) Pour régler toutes les réclamations en dommages ou autres au sujet du manquement du blé du Producteur durant le transport ou autrement, ou les réclamations qui peuvent provenir de l'exercice des pouvoirs conférés à l'Association par ce contrat.

(f) Pour déduire des revenus bruts de la vente de tout le blé confié à l'Association par les Producteurs qui ont accepté ce contrat ou un contrat de termes similaires, une somme proportionnelle pour chaque producteur, n'excédant pas deux sous par minot, et pour placer cette somme au compte de l'Association pour les constructions, achats, loyers et autres facilités nécessaires dans le manquement du blé; ou pour placer cette somme dans les capitalisations d'une compagnie ou association formée ou à former pour la construction ou l'acquisition de bâtiments et autres facilités; pour placer cette somme et appliquer les intérêts aux mêmes fins.

(g) Au cas où le Producteur n'aurait pas suivi en tout ou en partie les clauses du présent contrat ou n'aurait pas livré le blé de la récolte de la façon définie dans ce contrat, l'Association a pleins pouvoirs pour prendre possession de la récolte du Producteur, pour la moissonner et l'écouler suivant les termes de ce contrat ou à sa discrétion; pour recourir aux mesures légales pour prendre possession de cette récolte; ou pour avoir un receveur pleinement autorisé à prendre possession exclusive et entier contrôle de la dite récolte et à la livrer à l'Association aux termes ci-dessus convenus.

L'Association pourra donc prendre possession de la terre et de la propriété du Producteur, l'occuper et y faire tout ce qui sera nécessaire à l'exécution des pouvoirs conférés par le présent acte. Si l'Association prend possession de la récolte au cas où le Producteur n'a pas

suivi les clauses du contrat, l'Association aura le droit de retenir la somme provenant de la vente du blé, le montant nécessaire pour payer les dépenses et frais encourus.

(h) L'Association a le pouvoir de choisir et d'engager des agents, sous-agents, banquiers, solliciteurs, conseillers, experts, vérificateurs, de conférer ses pouvoirs à d'autres et de leur payer une rémunération.

(i) Le Producteur convient expressément que tous les pouvoirs conférés dans ce contrat ou compris par lui peuvent être exercés par l'Association, que le blé ait été actuellement ou non livré à l'Association par le Producteur. Ces pouvoirs peuvent être exercés séparément pour le blé d'un individu ou simultanément pour le blé d'autres Producteurs liés par un contrat de termes similaires.

9. — Tous surplus et réserves non employés demeureront au nom de l'Association, et appartiendront aux membres, cette somme, sur l'opinion des directeurs ou à la discrétion de l'Association, sera divisée aux membres proportionnellement à leur contribution.

10. — Excepté dans les cas prévus par ce contrat, le blé du Producteur et les bénéfices en provenant ne seront en aucune manière, susceptibles de saisie par les créanciers de l'Association ou autrement.

11. — Nonobstant les stipulations ci-dessus énoncées, le Producteur peut garder du blé pour son alimentation, la semence, et de fourrage. Il peut aussi, en recevant de l'Association, un permis écrit préalable, vendre directement du blé à un autre fermier pour la semence et de fourrage. Tout le reste du blé de semence, exception faite du blé enregistré, sera vendu par l'intermédiaire de l'Association seulement.

12. — Le Producteur s'engage expressément à ne pas vendre (excepté le blé stipulé par ce contrat) le blé produit, acquis ou possédé par lui dans la province de la Saskatchewan pendant la durée du contrat, à une compagnie ou corporation autre que cette Association.

13. — Le Producteur certifie expressément qu'il ne s'est pas engagé, n'est pas engagé à vendre, à consigner et à livrer le blé produit à une personne, compagnie ou corporation, autre que celle indiquée à la fin de ce contrat, et qu'il n'a pas jusqu'ici hypothéqué et donné le blé en garantie. L'Association tiendra compte de ces contrats déjà existants et leur exécution ne sera pas considérée comme étant une infraction à ce contrat.

14. — L'Association aura le droit et le pouvoir de disposer du blé livré à elle, produit par un Producteur, dans le but de le vendre, et de livrer à d'autres personnes, des billets d'expédition, mais si de tels droits et réclamations existaient l'Association devra en tenir compte.

15. — Il est agréé que le Producteur peut, sujet aux termes de ce contrat et sujet à toute loi en vigueur pour cette période, hypothéquer la valeur de sa récolte aux fins déterminées dans la clause 20 de la "Loi des biens hypothéqués". Il devra d'abord donner un avis à l'Association. Il peut également obtenir une avance immédiate justifiée proportionnelle à la valeur de la propriété hypothéquée mais ne dépassant pas cinquante pour cent (50%) de cette valeur. Mais dans ce cas le Producteur devra aussitôt informer l'Association. L'Association pourra à sa discrétion, payer ou assumer la dette couverte par l'hypothèque, et prendre livraison de la récolte du producteur, et déduire du montant payable au Producteur par l'Association, une somme égale au montant que l'Association a payé ou s'est engagée à payer pour couvrir l'hypothèque, plus les intérêts aux taux déterminés dans ce contrat.

16. — Après la livraison du blé par le Producteur, l'Association, aussitôt que ce sera pratique, fera une avance d'un certain montant par minot à la discrétion de l'Association, en tenant compte de la qualité, du grade et de l'endroit de livraison. Sujet à toutes lois en force durant cette période, l'Association, de temps à autre à sa discrétion, s'engage à payer au Producteur, lorsqu'il y aura des fonds disponibles provenant de la vente de la récolte de chaque saison, sa proportion des revenus de tout le blé vendu par l'Association dans chaque saison pour les Producteurs qui ont accepté ce contrat. L'Association fera les déductions qu'elle a le droit de faire suivant les stipulations de ce contrat, déduira toutes les avances faites au Producteur et les frais divers entrainés par le manquement du blé, comprenant le coût de maintien de l'Association, les frais de transport, manquement, classification, emmagasinement, vente du blé et autres justes dépenses.

Il est convenu que tout le blé reçu par l'Association des Producteurs qui ont accepté ce contrat ou un contrat de termes similaires sera traité comme un "pool", le blé de différentes qualités étant écoulé séparément. Mais l'Association, quand elle croira bon de le faire, pourra

de temps à autre, écoulé ensemble ou séparément du blé de différentes qualités et classifications, écoulé ensemble le blé de différentes saisons. L'Association aura le pouvoir de rejeter un "pool" ou de créer différents "pools" avec le blé de différentes qualités et classifications. Chaque Producteur cependant recevra une remise équitable selon la qualité du blé qu'il aura livré et aura son plein droit sur le blé livré par lui et sur les revenus en provenant et devra recevoir l'avance initiale et sa juste part des profits réalisés par le "pool" ou les "pools" où son blé a été livré, déductions faites des dépenses prévues.

17. — Le Producteur convient et s'engage de faire application, et par le présent acte fait application sans pouvoir de révocation pour une (1) action ordinaire du capital-actions de l'Association et agréé de payer à l'Association la valeur au pair de cette action, c'est-à-dire, la somme de un dollar (\$1.00). L'Association convient et s'engage d'accepter la dite application et d'accorder au Producteur une action ordinaire du capital-actions de l'Association, pourvu que soient obtenus dans le délai fixé les signatures demandées dans le paragraphe 1 de ce contrat. Si les dites signatures ne sont pas obtenues, le Producteur agréé que la somme de \$1.00 sera une contribution à l'Association pour les fins énoncées dans le paragraphe 18 de ce contrat.

18. — Le Producteur agréé et convient de payer en plus la somme de deux dollars (\$2.00) pour défrayer les frais d'organisation, comprenant la formation du comité d'organisation du Wheat Pool et les autres dépenses nécessaires pour conduire la campagne d'éducation et autres activités de l'Association.

19. — Le Producteur convient et s'engage de faire, à la demande de l'Association, application de temps à autre pour obtenir des chartes pour l'expédition de son blé conformément aux stipulations de la "Loi du Grain du Canada", et aux lois en vigueur pour cette période. Il s'engage aussi d'accepter les conditions de signer les documents que peut exiger l'Association pour le manquement du blé du Producteur.

20. — L'Association pourra vendre le blé à des personnes, compagnies, corporations, gouvernements, aux moments, de la manière et aux conditions et termes qui lui sembleront le plus avantageux et le plus profitables.

21. — L'Association peut vendre en tout ou en partie le blé livré à elle par ses membres en vertu de ce contrat par l'intermédiaire d'une agence ou de concert avec une agence pour la vente coopérative du blé des provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, de n'importe quelle de ces provinces ou d'autres provinces ou groupes de provinces, ou du Dominion, ou d'autres pays, avec contrat à terme ou autrement et à telles conditions qui serviront le mieux les intérêts réunis des Producteurs. Par le présent acte, l'Association a donc l'autorisation et le pouvoir de transférer ou conférer à telles agences (formées ou à former) tous les pouvoirs, droits et privilèges donnés à cette Association par ce contrat. Toutes les dépenses proportionnelles ou autres dépenses en rapport avec ces agences seront considérées comme frais de marche, pourvu toujours qu'aucune stipulation du présent contrat n'autorise pas l'Association à vendre par l'intermédiaire de telles agences ou de concert avec telles agences, ou à exercer les pouvoirs ci-haut mentionnés, ou à passer un contrat avec telles agences par ou par l'intermédiaire de laquelle de quelque manière les déductions autorisées par le présent acte de un pour cent (1%) pour réserve commerciale et deux sous (2) par minot pour facilités.

22. — Le Producteur par le présent acte autorise l'Association à passer tout contrat, pour telles considérations et à telles conditions qui lui sembleront avantageuses et profitables, pour inspecter, classer, recevoir, emmagasiner et transporter le blé en tout ou en partie, pour veiller à la sécurité de ce blé, pour l'Association comme garantie collatérale, suivant les fins générales de ce contrat.

23. — Ce contrat lie le Producteur, ses représentants, ses successeurs et ses ayant droit, pour la période ci-haut déterminée, aussi longtemps qu'il cultive du blé directement ou indirectement dans la Saskatchewan, ou qu'il a le droit légal de propriété ou de contrôle de ce blé ou de tout terrain sur lequel le blé est produit pendant la durée de ce contrat.

24. — De temps à autre chaque année le Producteur fera, sur demande parvenue à l'Association, une déclaration faisant connaître la superficie de sa terre consacrée en blé pour l'année et la condition de ce blé. Des blancs seront fournis à cet effet par l'Association.

25. — Etant donné que le recours à la loi serait inadéquât, étant donné aussi qu'il sera toujours impraticable et extrêmement dangereux

de déterminer les dommages immédiats qui résulteraient pour l'Association si le Producteur ne délivrait pas tout son blé, le Producteur, par les présentes, agréé de payer à l'Association pour tout blé livré, vendu, consigné ou écoulé par ou pour lui, ou retenu contrairement aux stipulations de ce contrat, la somme de vingt-cinq sous (25c) par minot comme amende pour dommages-intérêts pour infraction de ce contrat. Car toutes les parties conviennent que ce contrat fait partie d'une série de contrats qui n'aura de valeur qu'en autant que l'on pourra compter sur l'adhésion individuelle de toutes les parties contractantes.

26. — Le Producteur convient que, au cas d'infraction par lui de l'une des clauses essentielles de ce contrat, particulièrement en ce qui concerne la livraison et l'écoulement du blé par un intermédiaire autre que l'Association, l'Association aura, après les démarches nécessaires faites par elle, le pouvoir de recourir à une injonction pour prévenir une autre infraction et à tout redressement équitable suivant les termes de ce contrat. L'Association et le Producteur conviennent expressément que ce contrat n'est pas un contrat pour services personnels ou demandant un talent ou des capacités exceptionnelles; que c'est un contrat d'agence formé pour des intérêts financiers dans des circonstances et conditions spéciales; que l'Association ne peut sans de grandes difficultés atteindre les marchés ouverts et se procurer le blé que le Producteur n'aura pas livré; et que ce contrat, quant à son exécution, est un contrat spécifique au cas d'infraction de ce contrat.

27. — Toute déduction, allocation, perte que l'Association pourra faire par le fait d'un grade inférieur, de la qualité, de la quantité ou mesure, ou de la condition de livraison, devra être chargée au Producteur et déduite de ses profits nets d'alors.

28. — L'Association peut faire des règles et règlements, et permettre aux inspecteurs de règlement la qualité, la méthode et la manière de la manipulation, de l'emballage et du chargement de tout blé, et le Producteur consent d'observer et de remplir n'importe quelle règle et règlement prescrits par l'Association, et d'accepter le grade établi ou le classement fait par l'Association, lequel devra être final, sujet à toute loi en vigueur pour cette période.

29. — Le Producteur nomme l'Association, ses directeurs et tels de ses officiers, agents et serviteurs conformément à la désignation qui devra en être faite de temps à autre par ses directeurs, et chacun d'eux, son agent et mandataire de fait pour faire, exécuter et transiger aux stipulations de la "Loi du Grain du Canada", et autre loi en vigueur à cette période, de sa part et en son nom, à sa place et lieu, lesdits contrats et tout argent provenant d'eux est par les présentes assigné à l'Association; et de recevoir des comptes ainsi que le paiement de tout argent payable au Producteur sous tel contrat en règlement complet de tel contrat ou autrement, le tout en son nom, place et lieu, et de rendre compte et régler tout argent ainsi reçu en le portant au crédit du Producteur dans les livres de l'Association, lesquels, argent, déductions faites telles qu'il est prévues, doivent être distribués conformément aux stipulations de ce contrat. Tel reçu-paiement au crédit donné dans les livres de l'Association tel comme ci-haut mentionné devra être considéré et sera une tenue de compte convenable et règlement complet pour tous ces Contrats.

30. — L'Association peut établir des agences de vente et de statistiques, ou toute autre agence dans n'importe quelle partie du monde, et l'Association peut agir dans n'importe quelle des affaires de l'Association par l'intermédiaire ou l'entremise d'agents, courtiers, sous-contracteurs ou autres.

31. — Nonobstant aucune des stipulations ci-dessus énoncées, l'Association, par un avis donné dans un journal des principales villes et villages de la Saskatchewan, conformément à son choix, fixera la date à laquelle elle commencera ses opérations, et jusqu'à telle date le Producteur ou les Producteurs peuvent vendre ou disposer autrement de son ou de leur blé; s'il en fait livraison actuelle immédiate, l'Association ne sera pas tenue d'accepter l'expédition de ce blé et ne sera point liée en rapport avec celui-ci. Ce Contrat devra, sujet aux stipulations du paragraphe 1 ci-haut mentionné, demeurer en toute vigueur, effet et vertu même si l'Association n'était pas capable de commencer ses opérations en temps pour manier ainsi que ce soit de la récolte de 1923.

32. — Les parties conviennent de toute autre condition orale ou autrement, promesses, conventions, représentations ou additions ou variantes d'aucun terme de ce Contrat représentant la compréhension nette et volontaire, pleine et entière, des deux parties.

**VIENT DE PARAITRE**  
"La Montagne de Bois", Histoire de la Saskatchewan Méridionale, vrai roman historique par l'abbé C. Rondeau. Préface de Mgr. Mathieu, volume de 300 pages, orné de 40 gravures. Prix \$1.50. En vente chez l'abbé Lemieux, curé, Willow Bunch, Sask.

## Billets de paquebots

pour venir d'Europe ou y aller

Agent pour les lignes C.P.O.S. Cunard, White Star et les lignes américaines, aussi pour les lignes françaises et scandinaves.

Arrangements complets pour amener votre famille d'Europe.

**Jack Fowlie**

Imperial Bank Chambers

Prince-Albert, Sask.

**Fred Andrews**

Tailleur

Nous nettoignons, pressons et réparons. Agent pour la Scotland Woolen Mills.

**\$25.00 POUR UN COMPLET OU UN PAR-DESSUS**

Téléphone 2959

811 Avenue Centrale

## AVIS AUX FERMIERS

Pour un bon service et des marchandises de première qualité à un prix raisonnable, achetez de nos Agents; ils ont les instructions de parcourir leur district tous les mois avec Thiers, Cafés, Epices, Articles de Toilette, Tabacs canadiens, Echantillons de Laines, de la manufacture de Warwick, Québec et beaucoup d'autres articles, honnêtes, saines.

Agents demandés partout. Doivent être actifs, honnêtes, avoir \$200.00 en argent et chevaux et voiture.

**Northern Specialties, Limited**

EDMONTON, Alta.

10301-109th St.

## Fermiers! Attention!

Vous pouvez vous procurer par l'entremise de nos représentants toutes sortes de marchandises en LAINES DU PAYS, faites au pays. Comme tout le monde connaît les avantages qu'il y a à acheter ces marchandises tant pour la qualité et la durée que pour les prix auxquels nous les vendons, nous ne faisons qu'enumerer ici les différentes fabrications que nos agents vous offriront, telles que: Couvertures de lits, Couvertures (rugs) de voiture, Couvertures à chevaux, Mackinaws, Etoiles à manteaux et par-dessus, Tweeds à habits, Etoiles à pantalons d'ouvrage, Flanelles pour robes et chemises, Châles, Laine à tricots, etc. Toutes ces marchandises sont faites avec de la laine, seulement de la laine. Nous prenons aussi en échange la laine brute ou meilleurs prix du marché.

**AGENTS DEMANDES**

partout où nous ne sommes pas déjà représentés. Voici la saison pour vendre ces laines ainsi que toutes nos autres lignes qui sont des nécessités pour tous les jours de l'année. Hommes sérieux et travailleurs, vous pouvez vous faire un gros salaire. Adressez-vous à

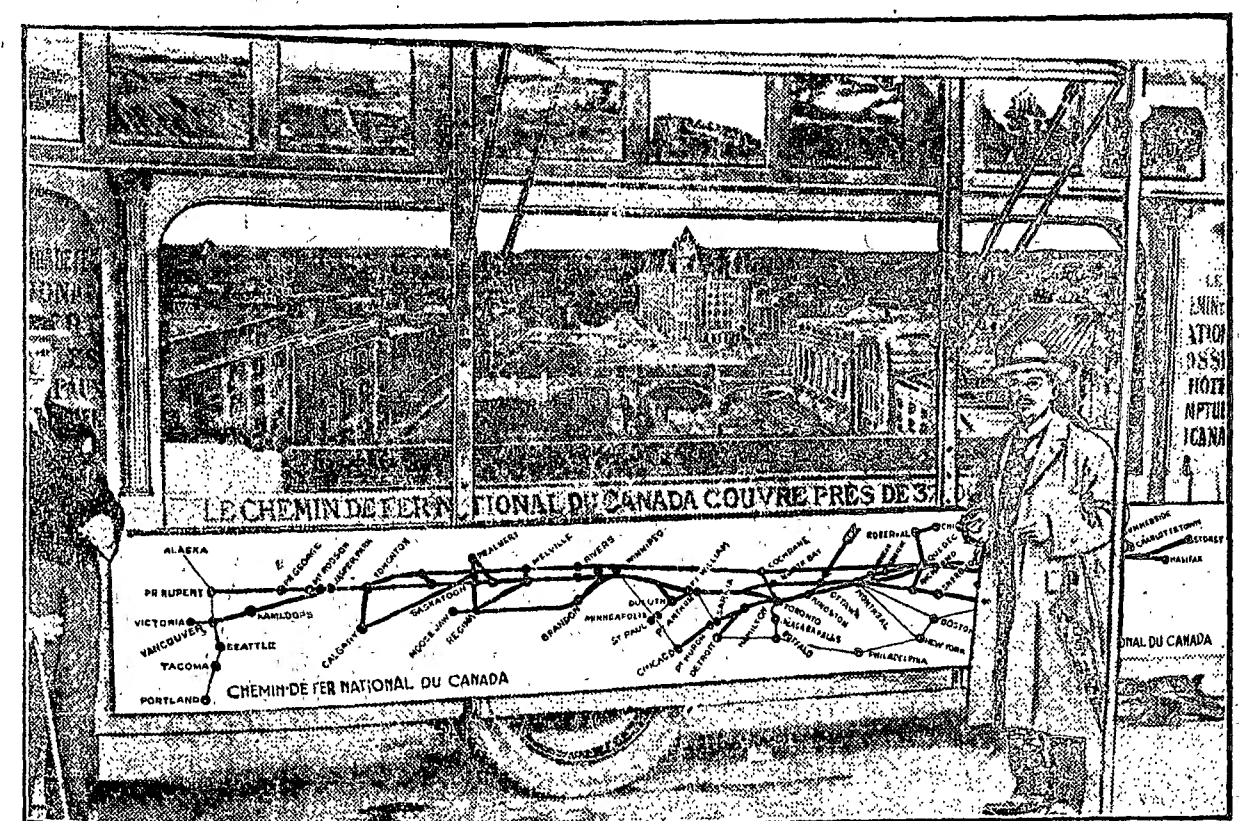
**Northern Specialties, Limited**

Boite 657

EDMONTON, Alta.

**ENCOURAGEZ LES ANNONCEURS DU "PATRIOTE"**

## LE TRAIN EXPOSITION CANADIEN EN FRANCE



Le succès du train sur route canadien est en tête du train, portant les échantillons des produits canadiens qui parcourent en ce moment la France défilant toutes les espérances. Chaque jour des milliers de visiteurs, anxieux de se renseigner sur le Canada, son commerce, son industrie et ses ressources naturelles se rendent à l'exposition. Le camion du chemin de fer national du Canada que nous voyons reproduit ici attire particulièrement l'attention des Fran-

çais. Il est en tête du train, portant le numéro 1. Au centre, il montre une vue générale d'Ottawa avec le Château-Laurier et la gare Union et tout autour des paysages et des scènes canadiennes prises dans toutes les parties du pays. Sur un des panneaux de la voiture est une carte du Dominion montrant le réseau du Chemin de fer national du Canada. En regardant cette carte, lors de l'inauguration officielle du train expo-

ition canadien, au Havre, M. Dior, ministre du commerce et de l'industrie en France, admira la longueur et l'importance du Chemin de fer national du Canada. Il a été vivement intéressé par ce réseau et la part qu'il a prise au développement du Dominion.

Le soir, la voiture du Chemin de fer national du Canada est éclairée avec art et les panneaux de verre transparents qui la décorent sont d'un très bel effet.

CANADA

PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN

A SAVOIR :

1. Que les langues Française et Anglaise me sont familières.
2. Que j'ai personnellement revu la traduction de la langue Anglaise en la langue Française du contrat entre La Corporation des Producteurs de Blé Coopératifs de la Saskatchewan et les Producteurs, lequel contrat écrit en Anglais est actuellement fourni aux fermiers de la Saskatchewan, afin de leur permettre de faire partie de la Bourse Volontaire du Blé qui doit être mise en opération par la dite Corporation des Producteurs de Blé Coopératifs de la Saskatchewan.
3. Que la forme de contrat que l'on m'a produite et montrée, laquelle apparaît au dessus de cet affidavit, est la vraie et correcte traduction de la forme originale du contrat écrit en anglais.

Assermenté devant moi dans la Ville de Prince-Albert, dans la Province de la Saskatchewan, ce sixième jour de septembre 1923.

SCHEAU DU NOTAIRE

Je, Joseph Alphonse Fortin, éditeur, de la Ville de Prince-Albert, dans la Province de la Saskatchewan, étant dûment assermenté, déclare et dit :

"J. A. P. FORTIN"

Notaire Public dans la Province de la Saskatchewan.











(suite et fin)

LECON DE LA VIE DE  
SAINT THOMAS

**PRESCRIPTIONS RELATIVES A  
LA CELEBRATION DU SIXIE-  
ME CENTENAIRE**

SERVICE SPECIAL DU "PATRIOTE DE NOUVEAU"

**Chétifs?**

Si bébé ne profite pas, il lui faut ce lait nutritif et digestible.

LAIT CONDENSÉ

**EAGLE BRAND**

*Borden*

Deux livres, grande conserve. Bébés. Écrivez à The Borden Co. Limited, Montréal.







